



Chimie ParisTech
11 rue Pierre et Marie Curie
75231 Paris Cedex 05
01 85 78 41 00
www.chimieparistech.psl.eu

Objet du marché :

Fourniture d'une solution de gestion de demandes et de catalogue de services

Marché passé selon une procédure adaptée

Cahier des Clauses Administratives Particulières - CCAP n°2025ENSCP00006

Table des matières

Article 1 - CONTEXTE	3
1.1 Présentation de la Direction Générale des Services	3
1.2 Contexte du marché.....	4
ARTICLE 2 – OBJET ET NATURE DU MARCHE.....	4
2.1 Objet du marché	4
2.1. Parties au marché	4
2.2. Mode de passation du marché et forme	5
2.3. Allotissement	5
2.4. Durée.....	5
2.6. Tranche optionnelle	5
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
3.1. Pièces particulières	5
3.2. Pièces générales.....	5
ARTICLE 4 – PRIX DES PRESTATIONS DU MARCHE	6
4.1 Prix des prestations	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1. Obligation de conseil.....	6
5.2. Obligation de confidentialité	6
5.3. Obligation de résultats.....	6
5.4. Lieux d'exécution des prestations	7
ARTICLE 6 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	7
6.1. Assurance et responsabilité civile et professionnelle.....	7
6.2. Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel et du sous-traitant.....	7
6.3. Garantie	7
ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	8
7.1. Contenu des prix	8
7.2. Modalités de variation des prix	8
ARTICLE 8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	8
ARTICLE 9 - MODE DE REGLEMENT	9
9.1. Modalités de règlement	9
9.2. Délai de paiement et intérêts moratoires	9
9.3. Avances	10
9.4. Acomptes	10

ARTICLE 10 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	10
ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE.....	10
11.1. Opérations de contrôle	10
11.2. Décision après vérification	11
11.3. Rejet, réfaction et ajournement	11
ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD	11
ARTICLE 13 - RESILIATION ET LITIGES	12
13.1. Résiliation du marché	12
13.2. Litiges	12
ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	12

Article 1 - CONTEXTE

Chimie ParisTech PSL, établissement composante de l'Université PSL, est une grande école d'ingénieur et un centre de recherche de pointe. Implantée dans un bâtiment historique de 12 150 m² au cœur du 5e arrondissement de Paris.

L'École regroupe trois unités mixtes de recherche et trois unités d'appui à la recherche, en partenariat avec le CNRS, mobilisant 115 chercheurs et enseignants-chercheurs, 60 personnels administratifs et techniques et 130 doctorants. Sa direction des études et des formations pilote le cycle ingénieur, tandis que les masters sont pilotés par les programmes gradués PSL. L'École forme 512 étudiants hors doctorants. Les fonctions de support sont assurées par la Direction Générale des Services (DGS).

La dimension internationale de l'établissement fait qu'une partie des doctorants et étudiants sont non francophones.

1.1 Présentation de la Direction Générale des Services

La Direction Générale des Services (DGS) joue un rôle central dans le bon fonctionnement administratif, technique et logistique de l'établissement. Placée sous l'autorité de la direction de l'école, la DGS est garante de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie définie par la gouvernance de l'établissement.

Elle veille également à l'efficacité des moyens mis à disposition des équipes pédagogiques, de recherche et des élèves, dans une logique de qualité de service, de continuité et d'amélioration continue.

La DGS est composée de 6 départements :

- Direction des Systèmes d'Information,
- Direction Financière,
- Direction Juridique,
- Direction des Ressources Humaines,
- Direction Logistique, Maintenance et Achats,
- Direction Santé, Hygiène et Sécurité.

En lien étroit avec les directions fonctionnelles et les partenaires institutionnels (Université PSL, CNRS, rectorat, ministères...), la DGS assure la coordination entre les services, facilitant la circulation de l'information, l'harmonisation des pratiques et l'anticipation des besoins de l'établissement. Elle porte

les enjeux clés de transformation, en modernisant les processus, en sécurisant les pratiques et en accompagnant les évolutions numériques, réglementaires et organisationnelles.

1.2 Contexte du marché

Aujourd'hui, les processus de demandes de services et d'accès aux informations sont peu fluides et peu formalisés. La DGS constate que :

- La source des demandes est multiple (mail, téléphone, teams...),
- Les formulaires et templates nécessaires au traitement des demandes ne sont pas centralisés et sont diversifiés (Word, Excel, Papier),
- Le parcours utilisateur est peu fluide,
- L'accès aux processus et procédures est peu intuitif.

Face à ses constats, la DGS cherche à revoir son organisation, ses processus et son outil de gestion des demandes de services pour mieux répondre aux besoins des usagers et rationaliser les pratiques internes.

ARTICLE 2 – OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

La consultation concerne la fourniture d'une solution de gestion de demandes et de catalogue de services adaptée à Chimie Paris Tech. Cette solution SI devra être capable de répondre aux besoins exprimés ci-après, en termes de couverture fonctionnelle, de couverture technique, de délai et de facilité de mise en œuvre et de pérennité. Le descriptif détaillé est réalisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Sont concernés :

- La mise en œuvre d'une solution permettant de couvrir le périmètre fonctionnel reposant sur les domaines suivants :
- La gestion des demandes de services (ticketing) ;
- La mise à disposition et la valorisation du catalogue de services proposé par les départements internes (RH, DSI, Finance...) ;
-
- Les aspects techniques et de sécurité qui devront être compatibles avec les infrastructures et la politique de Chimie Paris Tech ;
- La solution devra être interfacée avec différentes applications composant le SI de Chimie Paris Tech.

2.1. Parties au marché

- Le pouvoir adjudicateur

L'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris (ENSCP), représentée par M Christian LERMINIAUX en tant que directeur.

Elle est désignée dans le présent CCAP comme « pouvoir adjudicateur ».

- Le Titulaire

Le fournisseur désigné au terme de la procédure de passation est dénommé « Titulaire » au présent CCAP.

2.2. Mode de passation du marché et forme

Marché à procédure adaptée ouverte, conformément à l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

2.4. Durée

Le marché est conclu pour une période initiale de 3 ans à compter de la notification de l'attribution, renouvelable une fois pour la même durée, par tacite reconduction à la date anniversaire de la signature du marché. Le titulaire du marché ne peut s'opposer à une reconduction.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de s'opposer à la reconduction, il notifiera cette décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois avant la date anniversaire du marché. La décision de non-reconduction ne donne lieu à aucune indemnisation.

2.6. Tranche optionnelle

Conformément à l'article R2113- 4 à 6, le présent marché fait l'objet d'une tranche optionnelle.

Cette tranche correspond à une année de maintenance qui pourra être commandée ou non. L'affermissement de la tranche sera notifiée au moins deux mois avant chaque date d'anniversaire du marché, il est laissé à la discrétion du pouvoir adjudicateur. Le non-affermissement ne donne droit à aucune indemnité de dédit.

Le prix annuel de la maintenance est fixé dans l'offre du titulaire, dans la décomposition du prix globale et forfaitaire.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont dans l'ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- L'offre du candidat.

3.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics Technologies de l'Information et de la Communication, approuvés par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché.

La participation à la consultation et l'attribution du marché au titulaire valent acceptation sans réserve de l'ensemble de ces documents.

ARTICLE 4 – PRIX DES PRESTATIONS DU MARCHE

4.1 Prix des prestations

La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) indiquera :

- Le montant forfaitaire de la phase d'initialisation, en prenant soin dans le mémoire technique de préciser les tâches qu'elle recouvre. Il conviendra également de préciser Si l'achat initial d'autres outils sont nécessaires (par exemple BO, Oracle, etc...)
- Le montant annuel du droit d'utilisation, en précisant dans le mémoire technique ce qu'il recouvre (licence, maintenance, mises à jour réglementaires, hébergement (si les modes SaaS et hébergé par le pouvoir adjudicateur sont possibles, indiquer les 2 prix), redevance des autres outils éventuels, etc.). Les soumissionnaires indiqueront également à partir de quand ce droit sera payable. Il est à noter que cette prestation est une option.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil à l'ENSCP pour tous les aspects de sa mission. Il est en outre tenu à mettre en garde le pouvoir adjudicateur contre toutes les difficultés pouvant être rencontrées et répondre de façon diligente à ses éventuelles questions.

5.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage au secret professionnel vis-à-vis de toutes les informations qu'il pourrait recueillir au cours de sa mission.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

5.3. Obligation de résultats

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Celui-ci est astreint à une obligation de résultats, la non-réussite des objectifs qualitatifs et quantitatifs des objectifs du présent marché pourra être considéré comme engageant sa responsabilité.

Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution des prestations découlant du marché. En cas de mauvaise exécution, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

5.4. Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire ainsi que, autant que de besoin, ainsi que dans ceux de l'ENSCP.

Les éventuels frais de déplacement qui découleront de l'exécution du présent marché sont compris intégralement dans les prix proposés dans la décomposition du prix globale et forfaitaire.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

6.1. Assurance et responsabilité civile et professionnelle

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile professionnelle contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

6.2. Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel et du sous-traitant

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même, son suppléant, ou son éventuel sous-traitant, auront occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel PSL ou à toute autre personne présente sur le site.

6.3. Garantie

Conformément à l'article 30 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement,

qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

La mise au point ou la réparation nécessaire est alors effectuée sans délai.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1. Contenu des prix

L'acquisition, la mise en place du logiciel ainsi que la maintenance annuelle sont exprimées sur une base d'un prix forfaitaire, conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment rempli.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du marché telles que décrites dans le CCTP 2025ENSCP00006 correspondant.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. ainsi que toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Ils sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, et comprennent notamment les charges fiscales et parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux frais généraux (déplacements,...), les frais d'assurance, les frais généraux de gestion et de secrétariat, les frais de restauration et d'hôtellerie, le matériel, les produits, le transport, les matériaux et fournitures de toute nature nécessaires à l'exercice de sa mission, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que l'ensemble des prestations telles que définies au présent CCAP.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

7.2. Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont fermes et ne feront l'objet d'aucune variation pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les documents communiqués par le pouvoir adjudicateur restent sa propriété exclusive.

En application de l'option A de l'article 38 du CCAG-TIC, le Titulaire concède, à titre non-exclusif, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire par tout moyen et sous toute forme.

Ces résultats pourront être utilisés par l'ensemble des agents ou collaborateurs extérieurs de l'ENSCP pour les besoins décrits au présent marché.

ARTICLE 9 - MODE DE REGLEMENT

9.1. Modalités de règlement

Les prestations sont réglées en une seule fois sur présentation d'une facture à l'achèvement des prestations du bon de commande, et après admission.

Les factures seront libellées en Euros.

Les factures seront transmises via le portail public de facturation CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément à l'article D 2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions suivantes :

- Les nom et adresse du pouvoir adjudicateur (tel que précisés dans l'acte d'engagement signé) ;
- Les références du marché ;
- La date de notification du marché ;
- Les nom, adresse et coordonnées SIRET du titulaire ;
- Les références bancaires ;
- Le montant HT ;
- Les montant et taux de TVA ;
- Le montant TTC.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ayant commandé la prestation arrête le montant de la prestation, et peut le cas échéant le modifier ou la compléter en cas d'inexactitude manifeste. Il notifie cette modification immédiatement au titulaire du marché qui a alors 15 jours pour manifester une éventuelle objection à cette modification. Passé ce délai, il est réputé l'avoir accepté.

9.2. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement s'effectue par virement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours conformément à l'article L2192-10 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes,

en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.3. Avances

Conformément aux articles R2191-3 et 7 du CCP, une indemnité est ouverte de droit, sauf refus explicite du titulaire dans l'acte d'engagement, le marché ayant une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Cette avance est égale à 5% de la valeur totale du marché.

9.4. Acomptes

Le pouvoir adjudicateur versera un acompte pour les prestations ayant fait l'objet d'une exécution conformément aux articles R2191-8 à 11 du CCP. La périodicité des acomptes est trimestrielle, cette durée pouvant être ramenée à un mois à la demande du Titulaire ou si celui-ci est une petite ou moyenne entreprise.

ARTICLE 10 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE

11.1. Opérations de contrôle

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

A cet effet, il dispose d'un mois à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP.

L'ENSCP arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 33.2 du CCAG TIC.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans le CCTP.

La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'ENSCP arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 33.2 du CCAG TIC.

11.2. Décision après vérification

Les vérifications sont effectuées à l'ENSCP, le point de départ du délai est la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées. Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. Le silence du pouvoir adjudicateur au terme de ces 30 jours vaut admission sans autre formalité sous réserve des vices cachés.

Le titulaire est responsable de tous les vices pouvant affecter les produits livrés, nés lors de leur développement, de leur transport ou de leur livraison et qui les rendraient impropres à l'usage auquel ils sont destinés.

La réception du produit entraîne son transfert de propriété.

11.3. Rejet, réfaction et ajournement

En cas de livraison d'une fourniture ne correspondant pas aux prescriptions du présent marché, le pouvoir adjudicateur notifie une décision de rejet, de réfaction ou d'ajournement au titulaire conformément à l'article 28 du CCAG-TIC dans un délai de 15 jours.

Par dérogation au CCAG-TIC, en cas de décision de rejet, de réfaction ou d'ajournement, le titulaire devra remédier dans un délai de sept (7) jours aux défauts ou manquements constatés.

ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD

Le Titulaire s'engage à respecter son délai, il est intégré notamment au planning proposé dans son offre.

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution contractuel a expiré.

Conformément à l'article 14 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité par jour ouvré de retard. Ces pénalités ne sont pas applicables si ces retards sont dûment justifiés par la force majeure ou s'ils sont dus au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13 - RESILIATION ET LITIGES

13.1. Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du présent marché s'effectuent selon les modalités du chapitre 8 du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut librement faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

13.2. Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité Consultatif du règlement amiable des litiges.

ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC

L'article 11 du présent CCP déroge à l'article 28 du CCAG-TIC.